

# Quelle était l'analyse du Parti Communiste Français sur l'Europe dans les années 1947-1980 ?



En commentant, dans un article précédent, la tribune publiée par le président bolivien Evo Morales dans *Le Monde Diplomatique* de ce mois d'août 2013, j'ai souligné que les analyses du chef d'État sud-américain étaient à peu de choses près les mêmes que celles de l'UPR. À savoir que l'Europe est devenue une colonie américaine, inspirée par une conception racialisée du monde, débouchant nécessairement sur une vision belliqueuse de la vie entre les nations.

Ces analyses sont à la base même de la création de l'UPR. Je n'ai pas cessé de les exposer précisément au public depuis lors. Elles sont perçues comme des révélations sensationnelles par de très nombreux Français qui découvrent mes conférences, tant ils ont été persuadés, par plusieurs décennies de propagande médiatique et de consensus politique, que la prétendue « construction européenne » serait une invention française, à la fois inévitable et souhaitable, visant à faire contrepoids aux États-Unis et à assurer la paix, la démocratie et la prospérité.

Mais, comme nos compatriotes constatent quotidiennement que l'Europe leur apporte exactement le contraire de ce qu'on leur promettait - la soumission complète aux États-Unis, la guerre, la tyrannie et l'appauvrissement -, mes analyses leur apparaissent soudain comme étant enfin les bonnes, tandis que certains porte-serviettes des intérêts américains les taxent de « conspirationnistes », faute de savoir quoi leur répondre sur le fond.

Pourtant, une large partie de mes analyses ne sont pas nouvelles, notamment tout ce qui concerne le rôle des États-Unis dans cette opération géopolitique, et les visées hégémoniques et guerrières que recèle l'ensemble du projet. Tout cela était au contraire de notoriété publique voici 30 à 50 ans. Deux grandes familles politiques l'exposaient dans des discours, des déclarations publiques, ou des écrits politiques très circonstanciés :

- les gaullistes entre 1945 et 1980 environ ;
- les communistes sur à peu près la même période.

Comme je l'ai indiqué dans mon article précédent, j'ai déjà insisté suffisamment - dans mes conférences, mes articles ou mes entretiens à la radio -, sur la pensée et l'action de Charles de Gaulle vis-à-vis de la prétendue « construction européenne » pour qu'il ne soit pas utile que j'y revienne ici.

Je convie ceux qui nous découvrent et qui ignoreraient mes analyses à commencer, par exemple, par visionner ma conférence "**Qui gouverne la France et l'Europe ?**" - dans laquelle je décris par le menu détail la stratégie de Charles de Gaulle vis-à-vis de la « construction européenne » dans les années 60.

En revanche, comme je n'ai pas suffisamment parlé de la pensée et de l'action des communistes français dans ce domaine, il me semble judicieux d'y consacrer un long dossier spécifique, que j'espère objectif, et que je livre ci-après à la sagacité de mes lecteurs.

- Dans une première partie (publiée ci-dessous), je récapitule ce que fut l'analyse du PCF sur la « construction européenne » au cours des années 1947-1980 (environ), en donnant pour cela de larges extraits d'un ouvrage rédigé par la direction du PCF sur l'Europe fin 1978 et paru début 1979.
- Dans une seconde partie (publiée à la suite), je fais part des commentaires et des enseignements que cette analyse me suggère, et comment elle prouve que la position sur l'Europe du PCF de 2013 n'a plus rien à voir

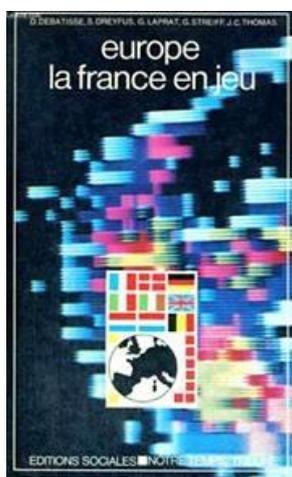
avec ce que fut celle du PCF de 1947 à 1980. Elle s'en situe même à peu près à l'exact opposé. Autrement dit, le PCF européiste de 2013 n'est pas plus « communiste » que l'UMP européiste n'est « gaulliste ».

## **PARTIE 1 : CE QUE DISAIT ET ÉCRIVAIT LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS SUR « L'EUROPE » DANS LES ANNÉES 1947-1980**

### **I – UN LIVRE QUI FAIT FOI**

La meilleure façon de rendre compte avec objectivité de l'analyse que le Parti communiste français faisait de la « construction européenne » dans les années 1947-1980 est à coup sûr de rappeler ce qu'en disaient ses principaux responsables pendant toute cette période.

Pour cela, un livre intitulé *Europe, la France en jeu*, simplifie considérablement le travail de recherche. Écrit par un collectif de responsables communistes à la fin 1978 et publié au début de 1979, ce livre a été préfacé par Maxime Gremetz, à l'époque membre du Bureau Politique et du Secrétariat du Parti communiste français. On ne peut donc pas trouver preuve plus convaincante de la position officielle du PCF sur la question européenne à la fin des années 1970



### **Europe, la France en jeu**

Ouvrage collectif de D. Debatisse, S. Dreyfus, G. Laprat et G. Streif, paru début 1979 aux Éditions Sociales - très proches du PCF -, cet ouvrage réalisé dans la perspective des élections européennes de la même année, fut préfacé par Maxime Gremetz. Lequel fut d'ailleurs élu député européen de 1979 à 1986.



**Maxime Gremetz, préfacier de l'ouvrage.** Né en 1940, ce fils de bûcheron né dans une famille de 9 enfants, s'engagea au Parti communiste français à 15 ans. Ouvrier métallurgiste, élu au Conseil général de la Somme en 1970, responsable communiste de la Fédération de la Somme, il fut élu au Comité central du PCF en 1973, puis au Bureau politique en 1976 et enfin au Secrétariat du PCF en 1979, date à laquelle il signa la préface de l'ouvrage évoqué ici.

Député de la 1<sup>ère</sup> circonscription de la Somme de 1978 à 1981, puis de 1986 à 1988, et enfin de 1993 à 2011, il s'est progressivement séparé du PCF, dans des conditions de plus en plus conflictuelles. Il a été réélu député le 17 juin 2007 avec 59,3 % des voix sans l'investiture du PCF, qui avait même présenté un candidat contre lui. Il en a

démissionné le 16 mai 2011 et, après divers faits divers, est désormais en rupture complète avec son parti d'origine. Conçu et rédigé dans la perspective des premières élections européennes, cet ouvrage commence par dresser un panorama historique assez circonstancié de la construction européenne depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Il en profite pour rappeler les principales analyses qu'en ont faites les dirigeants communistes, ainsi que les actions qu'ils déclenchèrent en conséquence.

Pour l'objet que je me suis fixé, je crois donc spécialement judicieux de faire une longue citation de cette introduction, et plus précisément de sa seconde moitié, allant des pages 18 à 23, qui concerne l'histoire de la prétendue « construction européenne » à partir de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Je n'ai donc pas repris la première moitié de cette introduction qui décrit sommairement la genèse de « l'idée européenne » depuis Charlemagne, et notamment au XIXe siècle, selon le point de vue intéressant de l'analyse marxiste.

## II – EXTRAIT DE L'INTRODUCTION : LES PAGES 18 A 23

Je n'ai pas retranché un seul mot à l'extrait qui suit. Les seules modifications que j'y ai apportées ont été de surligner en gras quelques passages et d'insérer des encarts photographiques assortis de commentaires pour rappeler aux lecteurs qui étaient Maurice Thorez, Jean Kanapa, Guy Mollet et Jacques Duclos.

EUROPE, LA FRANCE EN JEU, Éditions Sociales, 1979, Préface de Maxime Gremetz pages 18 à 23

### Enfant de la guerre froide

Le 19 septembre 1946, Winston Churchill lance à l'université de Zurich son appel pour les États-Unis d'Europe, en fait à la division de l'Europe en blocs antagonistes.

Le 12 mars 1947, Truman se prononce devant le Congrès en faveur de l'aide à l'Europe pour, dit-il, endiguer la subversion communiste.

Le 5 mai suivant, les ministres communistes français sont révoqués par le président du Conseil de l'Europe de l'époque, le socialiste Paul Ramadier. À quelques semaines près, le même phénomène se produit en Belgique et en Italie.

### Le « parrain »

Le 6 juin, le général Marshall annonce le lancement de son plan « d'aide » à l'Europe. L'objectif était triple : assurer l'influence américaine dans les pays d'Europe et combattre celle de l'Union soviétique ; briser les mouvements démocratiques des pays européens ; ouvrir des débouchés à l'industrie américaine en crise et faire de l'Europe, sortie exsangue de la guerre, son principal client. Étant entendu que les pays qui acceptaient l'aide devaient « s'abstenir d'un élargissement et d'une modernisation rapide de l'industrie ou d'une large mécanisation de l'agriculture ».

**Dans ces limites, économiques et politiques, les États-Unis apportaient leur soutien total à une « communauté européenne » avec laquelle ils pourraient entretenir des relations de suzerain à vassal.**

Léon Blum, envoyé à Washington pour examiner les propositions américaines, se porte garant, à son retour, du désintéressement des États-Unis... Alors que Maurice Thorez déclare en juin 1947, à Strasbourg : « **Les capitalistes américains ont en vue d'étendre leur hégémonie sur l'Europe et le monde entier... La recherche des débouchés pour leurs marchandises coïncide avec la volonté de s'assurer des bases politiques à travers le monde.** »

D'emblée, le Parti communiste français s'était prononcé contre cette politique de blocs. Déjà, dans un discours à Rouen, le 4 août 1946, Maurice Thorez déclarait : « La sécurité française ne peut être fondée sur la formation de blocs antagonistes, mais sur l'entente étroite et la collaboration sincère entre tous les peuples, grands et petits. »



**Maurice Thorez** (1900 - 1964) a été secrétaire général du PCF de 1930 jusqu'à sa mort en 1964, et membre du gouvernement à la Libération, comme ministre de la Fonction publique de 1945 à 1947 et vice-président du Conseil (équivalent à l'époque de vice-Premier ministre) en 1947. Vouant une admiration inconditionnelle à Staline, Maurice Thorez reste, avec l'Italien Palmiro Togliatti, l'une des plus grandes figures du communisme en Europe occidentale de l'après-Seconde Guerre mondiale, celle d'un ouvrier devenu dirigeant d'un des plus grands partis de France devenu le type le plus achevé du Secrétaire général stalinien.

Tous ceux qui l'ont connu - même des non-communistes - soulignent par ailleurs sa clarté d'expression, son sens de la synthèse, et sa très vaste érudition, Philippe Robrieux, son biographe de référence, soulignant même qu'il aurait pu être professeur d'université et qu'il tenait à conserver toujours du temps pour la lecture et l'étude.

Lors de sa mort, Charles de Gaulle lui rendit cet hommage : « À une époque décisive pour la France, le Président Maurice Thorez a, à mon appel, et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale. »

### Réanimer l'Allemagne

À ces fins, une nécessité s'imposait et malgré les engagements souscrits solennellement, les États-Unis et les bourgeoisies européennes allaient reconstituer la puissance économique et militaire de l'Allemagne (RFA).

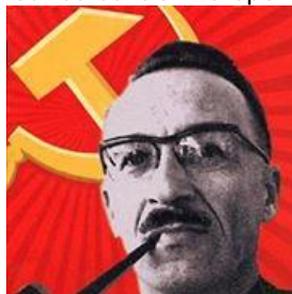
Le temps n'est plus au respect des traités interdisant la reconstitution des Konzerns allemands et prohibant la mise en place d'une armée allemande. Les États-Unis avaient choisi de faire de l'Allemagne occidentale le principal rempart de l'Occident face à l'Union soviétique, sur le plan militaire, mais aussi en reconstituant sa puissance économique. C'est l'époque où les dirigeants des Konzerns sont libérés des prisons alliées – quand ils y étaient !

Le statut d'occupation contrôlé par une autorité spéciale interalliée et qui imposait à l'Allemagne des limites strictes de production d'acier, base de toute capacité industrielle militaire allemande, fut systématiquement violé, grâce aux États-Unis qui intervenaient régulièrement pour le relèvement des plafonds de production.

### Le Pacte atlantique

En 1949, à Washington, sont mis sur pied le Pacte atlantique et son organisation militaire intégrée : l'OTAN. Le premier commandant suprême des forces alliées en Europe est, bien sûr, un Américain, le général Eisenhower. En 1951, devant le Congrès américain et parlant de la future Europe intégrée qu'il appuie sans réserve, il précisera : « Quelle nation est plus capable et mieux préparée que les États-Unis pour en assurer le commandement ? »

Ainsi, « dès ses premiers pas, la construction de l'Europe revêt des traits bien particuliers. Au nom de l'unité européenne, elle organisait la division du continent européen. Au nom de l'Europe « libre », elle regroupait les seuls États européens capitalistes. Au nom de l'Europe pacifique, elle organisait un bloc militaire agressif dirigé contre la partie socialiste de l'Europe. Dès sa naissance, enfin, elle portait la tare de l'atlantisme, c'est-à-dire du leadership américain ». [Source : J. Kanapa et J. Denis : Pour ou contre l'Europe ? Éditions sociales, 1969]



**Jean Kanapa** (1921-1978). Proche de Jean-Paul Sartre, agrégé de philosophie, il adhéra au PCF en août 1944, puis fonda et dirigea pendant une dizaine d'années la revue *La Nouvelle Critique*. Correspondant de *L'Humanité* à Cuba puis Moscou, il devint conseiller de Waldeck Rochet puis de Georges Marchais, membre du Comité central puis du Bureau politique jusqu'à sa mort.

Après avoir été un ardent stalinien dans les années 1950, il prit progressivement ses distances d'avec le modèle soviétique, condamna l'écrasement du Printemps de Prague en 1968 et devint le partisan d'une modernisation du PCF. Il fut le théoricien du « socialisme à la française » et l'artisan de l'abandon de la notion de dictature du prolétariat, abandon décidé par le PCF lors de son Congrès de 1976. C'est aussi lui qui suscita - avec le « rapport Kanapa » - le ralliement du PCF à la force de dissuasion nucléaire française en 1977.

### Naissance de l'intégration

C'est sous ces auspices que furent jetées les premières pierres de l'intégration européenne. Celle-ci touchait deux domaines clés, le charbon et l'acier d'une part, les problèmes militaires d'autre part.

## La CECA

Un banquier, « le plus américain des hommes d'affaires français » comme l'appelle le journaliste Claude Bourdet, dirigeait à cette époque les tout nouveaux services du plan gouvernement français : Jean Monnet. C'est sous son impulsion que furent mis en place les premiers organismes européens.

Le 9 mai 1950, Robert Schumann proposait au nom du gouvernement français de « mettre en commun les productions de base, d'instituer une "Haute Autorité nouvelle dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront" ». Cette « Autorité » devait être supranationale, précisait Robert Schuman devant l'Assemblée nationale le 25 juillet 1950.

## La conjuration

Les conditions d'élaboration de ce plan éclairent son contenu. Il a été préparé dans le plus grand secret par une équipe restreinte, sans consultation du Parlement ni même de la quasi-totalité du gouvernement. J. Monnet appelle, dans ses *Mémoires*, cette équipe d'un nom évocateur : les conjurés. « Neuf personnes au total étaient dans le secret... Nous étions bien résolus à mener toute l'opération en dehors des voies diplomatiques officielles. Le secret fut total, à une exception près. »

Cette « exception » fut, comme par hasard, Dean Acheson, le secrétaire d'État américain...

Bien sûr, les États-Unis appuyaient la manœuvre puisque la production allemande d'acier était libérée, comme ils le souhaitent depuis longtemps, et que l'Allemagne occidentale était ainsi définitivement liée au bloc atlantique. Le secret était cependant partagé par quelques-uns. Jean-Monnet raconte : « Nous ne pouvions faire état de ces assurances et de celle que nous donnaient personnellement les dirigeants des charbonnages, et nous les laissâmes protester que nous avions disposé d'eux arbitrairement. »

Un an plus tard, le traité instituant la communauté européenne du charbon et de l'acier était signé par la France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. La « Haute autorité », supranationale, est nommée. À sa tête, Jean-Monnet. Le deuxième membre français désigné par le gouvernement, Léon Daum, est, bien sûr, un des principaux dirigeants de l'industrie sidérurgique...

Aussitôt le Département d'État américain envoie un télégramme : « les États-Unis ont l'intention de donner à la communauté du charbon et de l'acier un fort appui, justifié par l'importance de l'unification politique et économique de l'Europe. »

Tels étaient les parrains de l'Europe des Six : les Américains, les monopoles industriels les plus puissants de l'époque, les tenants du réarmement allemand.

Hommes d'État français, américains, allemands, juraient que c'était le seul moyen d'enterrer définitivement le vieux contentieux franco-allemand, de garantir enfin la paix. L'histoire de la Communauté européenne de défense (C.E.D.) montre le crédit qu'il fallait accorder à ces déclarations.

## La CED

On avait redonné à l'Allemagne Thyssen et Krupp, il fallait lui redonner une armée.

La pression des États-Unis s'accroît sur les Alliés. La France dépend, à cette époque, presque entièrement des crédits américains. On ne compte plus les voyages outre-Atlantique de Léon Blum ou de Jean Monnet pour réclamer des rallonges financières.

Les États-Unis lancent un véritable ultimatum : la République fédérale allemande doit prendre sa part de la « défense du monde libre ».

Refaire directement une armée allemande soulevait trop d'opposition en France. Alors naît le projet d'une Communauté européenne de défense. Pas d'armée « allemande », pour sauver les apparences, mais une armée « européenne » intégrant, en fait, une armée allemande reconstruite. C'est la proposition faite par Pleven le 24 octobre 1950 devant l'Assemblée nationale.

Une large opposition se fait jour en France. La SFIO est divisée, de nombreux socialistes – dont Guy Mollet – appuient le projet de la CED.



**Guy Mollet**, ici à gauche avec François Mitterrand à droite (photo prise en 1966). Les socialistes de la SFIO, très largement inféodés à Washington, étaient les bêtes noires du PCF dans les années 50, bien davantage que ne l'étaient les gaullistes. Cependant, à la première élection présidentielle au suffrage universel, en décembre 1965, le PCF décida de ne pas présenter de candidat et soutint François Mitterrand dès le 1er tour, qui devint ainsi le candidat unique de la gauche et parvint à mettre en ballottage Charles de Gaulle, qui avait orgueilleusement refusé de faire campagne en pensant qu'il serait élu dès le premier tour.

Au second tour, François Mitterrand reçut le désistement de tous les autres candidats, y compris du candidat discrètement soutenu par les Américains Jean Lecanuet, et y compris le candidat de l'extrême droite, Jean-Louis Tixier-Vignancour, et des partisans de l'OAS. Bernard Antony (Romain Marie), Christian Baeckeroot, Michel Collinot, Roger Holeindre, Pierre Sergent, Jean-Pierre Stirbois, et bien sûr Jean-Marie Le Pen, en leur nom propre ou au nom de leur organisation, appelèrent à voter Mitterrand. Mitterrand fut battu au second tour ( avec 45,5 % contre 54,5 % pour de Gaulle), mais cela lui permit de prendre la tête de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), qui regroupait la gauche non communiste (essentiellement la SFIO, le Parti radical, la CIR et divers clubs), et ultérieurement de prendre la tête du nouveau Parti socialiste à partir de 1971.

En mai 1952, le congrès de la SFIO vote une motion sur la CED : « C'est pourquoi le parti, qui approuve la création d'une armée européenne unifiée, ouverte à toutes les nations démocratiques et soumise à un pouvoir politique européen démocratiquement contrôlé, estime que l'Allemagne doit pouvoir y participer. » Le chancelier allemand Adenauer parlait plus clairement : « Notre raison d'adhérer à la Communauté européenne est qu'elle paraît être le meilleur moyen, sinon le seul, de récupérer les provinces perdues de l'Est. »

Les communistes combattirent résolument le projet. « **Nous sommes prêts avec tous les Français quels qu'ils soient – nous disons bien quels qu'ils soient – qui, comme nous, ne veulent pas d'une nouvelle Wehrmacht, à participer à toutes les actions politiques qui peuvent et doivent être organisées par une puissante campagne à travers la France** », déclarait Jacques Duclos en octobre 1953.

L'appel fut entendu.

**La mobilisation la plus large de toutes les forces patriotiques, des communistes aux gaullistes du RPF, permit de faire échec au projet.** La Communauté européenne de défense fut finalement repoussée par le Parlement français en 1954.



*La Une de L'Humanité après le rejet de la Communauté Européenne de Défense (CED) le 30 août 1954 par une alliance de fait entre les gaullistes et les communistes*



**Jacques Duclos** (1896-1975) fut pendant plus de 35 ans l'un des principaux dirigeants du Parti communiste Français, aux côtés de Maurice Thorez et Benoît Frachon. Responsable du Parti communiste clandestin pendant l'Occupation (1940-1944), il fut même secrétaire général par intérim du PCF, en raison de la maladie de Maurice Thorez de 1950 à 1953, et était très impliqué dans la vie du mouvement communiste international (Komintern et Kominform). C'est sous son autorité et avec l'appui de l'Union soviétique, que furent lancés des appels contre la guerre d'Indochine menée par son pays et contre ce qu'il appelait déjà l'impérialisme américain. Il s'illustra dans l'organisation d'une manifestation interdite contre la venue à Paris du général américain Ridgway que la propagande communiste accusait de mener une guerre bactériologique en Corée ("Ridgway la peste"). À cette occasion, il fut incarcéré quelques jours à la prison de la Santé.

En 1968, année du Printemps de Prague, il approuva l'invasion de la Tchécoslovaquie par les armées du Pacte de Varsovie et demeura fidèle à la ligne conservatrice du parti communiste d'Union soviétique.

À l'élection présidentielle anticipée de 1969, échaudé par les événements de mai 68 où le PCF et la CGT avaient sauvé de Gaulle très certainement sur instruction de Moscou, le PCF décida à ne pas rééditer l'expérience de 1965 et de présenter son propre candidat. Ce fut Jacques Duclos, qui réalisa d'ailleurs un très bon score (21,27 %). Il est resté célèbre pour avoir appelé au vote blanc ou à l'abstention au second tour, en disant des deux candidats restés en lice au second tour (Georges Pompidou et Alain Poher) que c'était « Blanc bonnet ou Bonnet blanc ». En évitant ainsi que des voix communistes ne se reportent sur le très centriste, très europhile et très américanophile Alain Poher, le PCF contribua donc à assurer la victoire de Georges Pompidou, très probablement, là aussi, avec le plein assentiment, sinon l'instruction, de Moscou.

----- Fin de l'extrait des pages 18 à 23-----

Ayant ainsi cité une large partie de l'introduction, je crois tout aussi utile de citer la conclusion de cet ouvrage, plus brève, qui va des pages 245 à 248.

### III – EXTRAIT DE LA CONCLUSION : LES PAGES 245 à 248

Comme précédemment, je n'ai pas retranché un seul mot à cet extrait. Les seules modifications que j'y ai apportées ont été de surligner en gras quelques passages et d'insérer un encart photographique assortis de commentaires pour rappeler aux lecteurs ce que fut « l'Appel de Cochon » signé par Jacques Chirac en décembre 1978.

EUROPE, LA FRANCE EN JEU, Éditions Sociales, 1979, Préface de Maxime Gremetz pages 245 à 248  
**CONCLUSION**

**Une nouvelle et grande bataille pour la France est engagée.** Au-delà des illusions et des limites, de la technocratie et du juridisme, l'affaire est simple : **va-t-on, au nom de l'Europe, accepter** que se poursuive un inqualifiable gâchis de ressources matérielles et humaines de notre pays, laisser les bureaux bruxellois rayer d'un trait industries et régions entières, tolérer **que les grandes options nationales soient décidées ailleurs qu'en France et que notre peuple se voit privé de la liberté de décider de son sort, bref, va-t-on laisser la France perdre sa substance, son âme, son identité ?**

**Ou est-on déterminé à garantir à notre pays sa souveraineté politique et son intégrité économique, à lui donner la maîtrise de son développement, à reconnaître aux Français le droit inaliénable de choisir leur avenir, à faire de la France une grande nation indépendante et ouverte à la coopération amicale avec tous, à façonner une image progressiste de l'Europe ?**

**Le choix, pour les communistes, ne souffre aucune ambiguïté. Une fois encore, et dès la première heure, ils ont manifesté leur ardent attachement à cette liberté essentielle qu'est l'indépendance nationale.**

Ils ont exigé, et obtenu, que la loi française interdise tout glissement supranational de la prochaine Assemblée européenne élue au suffrage universel.

Ils ont combattu toute forme d'ingérence étrangère dans la vie politique française, y compris l'intrusion de l'argent européen dans le financement de la campagne électorale.

Ils se sont élevés contre l'établissement d'un super impôt européen, directement prélevé par les autorités européennes au mépris des assemblées élues françaises.

Ils ont témoigné leur inlassable solidarité avec la paysannerie française qui, depuis des années, fait les frais des abandons giscardiens à Bruxelles.

Ils n'ont cessé, avec les sidérurgistes de Lorraine comme du Nord, les ouvrières du textile des Vosges, les travailleurs des chantiers navals de la Ciotat, de dénoncer la responsabilité flagrante des choix européens du pouvoir dans le démantèlement de leurs industries.

Ils ont rappelé combien **l'alignement derrière les visées de Washington, l'alliance préférentielle et inégale avec la RFA, étaient synonymes pour la France d'abaissement national.**

Ils ont alerté, enfin, l'opinion française devant les conséquences d'un élargissement de la CEE aux trois pays méditerranéens, alibi pour un dessaisissement de la souveraineté politique de notre pays et l'accentuation du marasme économique et social.

Dès à présent, l'écho de cette campagne est profond. Au moment où ces lignes sont écrites, des évolutions politiques significatives, à peine perceptibles lors de la mise en chantier de ce livre, sont intervenues. Qu'au lendemain de Noël, un responsable politique français, partisan inconditionnel de longue date de l'intégration européenne, doive déclarer qu'il n'y a pas de honte à se dire européen, voilà qui est parlant... Le ton est nouveau mais bien compréhensible.

C'est que le passif de l'Europe est lourd, ses politiques actuelles douloureuses, et ses projets inquiétants. Il est clair que tout ceux qui souhaitaient faire de la campagne électorale européenne une « fête » cachent mal leur dépit. **L'Europe est perçue toujours mieux pour ce qu'elle est. L'ampleur de la crise et l'imminence de nouvelles menaces, jointes aux larges explications des communistes, y sont pour beaucoup.** Tout semble montrer que l'opinion n'est pas prête à prendre pour argent comptant l'imagerie d'Épinal avec laquelle, du gouvernement au Parti socialiste, on nous présentait ce remède miracle appelé Europe.

Il sera bien malaisé aux tenants de la supranationalité de rééditer l'opération de 1957, où l'Europe donnait lieu aux promesses les plus mirobolantes. Ne leur en déplaise, les temps ont changé.

Dès aujourd'hui s'exprime avec une force particulière dans le midi de la France un large mouvement refusant de faire de cette région une zone assistée, voire sous-développée, proclamant que ce n'est pas le midi qu'il faut défaire mais l'Europe qu'il faut refaire.

Dès aujourd'hui, comme à Denain ou à Longwy, des dizaines de milliers de sidérurgistes manifestent derrière des calicots proclamant : « Ils veulent faire l'Europe en cassant la France. »

Dès aujourd'hui, dans des milieux politiques et sociaux divers, se précise l'idée que le 10 juin prochain, c'est bel et bien l'indépendance de la France qui est en jeu.

**Le comportement récent du RPR, n'hésitant pas, comme le fit Jacques Chirac début décembre, à fustiger le « parti de l'étranger » à l'œuvre à la direction des affaires publiques, témoigne – au-delà d'évidentes préoccupations partisans – de l'ampleur, de la profondeur de ce mouvement de refus des projets européens du pouvoir. À sa manière, il tend à rappeler qu'à d'autres moments de notre histoire, chaque fois qu'il s'est agi de s'opposer aux partisans de la capitulation et à l'idéologie du renoncement national, des patriotes d'opinions les plus diverses surent faire converger leurs forces pour que vive la France.**

La campagne des élections européennes est mal partie, clame la grande presse. Tout cela n'est que faux débat, se lamentent les européistes de tous bords. Un tel dépit est révélateur : un grand rassemblement populaire et national se dessine dans le pays. Il sera susceptible de faire échec aux ambitions antinationales Giscard d'Estaing dès lors qu'il se développera suffisamment. On peut compter sur les communistes pour y contribuer.

Ces derniers, dans le même temps, refusant l'étiquette d'antieuropéens dont d'aucuns les affublent volontiers, rappelleront que, pour eux, l'Europe, la seule Europe qui vaille se fera dans la coopération volontaire de nations souveraines. Lieu d'entente et d'amitié entre les peuples, de solidarité entre les travailleurs, elle pourra compter sur une France forte et libre.

Décembre 1978

----- Fin de l'extrait des pages 245 à 248.-----



**Jacques Chirac** (né en 1932), **photographié ici vers 1975, entre ses deux conseillers de l'époque, Pierre Juillet à gauche et Marie-France Garaud à droite.**

Le « comportement récent du RPR » évoqué par la conclusion de l'ouvrage publié par le PCF fin décembre 1978 fait directement référence à « l'Appel de Cochin » publié par Jacques Chirac, à l'époque ancien Premier ministre et président du RPR (« néo-gaulliste »), au début du même mois (le 6 décembre).

Ce surnom d'« Appel de Cochin » avait été donné par la presse à un communiqué signé par Jacques Chirac depuis sa chambre de l'Hôpital Cochin à Paris, où il était hospitalisé depuis un accident de la route survenu en Corrèze le 26 novembre précédent.

Cet « Appel », officiellement signé par Jacques Chirac, fut en réalité rédigé par ses deux plus proches conseillers de l'époque, Pierre Juillet et Marie-France Garaud. S'inscrivant dans la perspective de la campagne du RPR pour les premières élections au suffrage universel du Parlement européen, qui eut lieu, en France, le 10 juin 1979, ce texte historique dénonçait notamment le « parti de l'étranger », c'est-à-dire l'UDF créé le 1er février 1978 à l'initiative de Valéry Giscard d'Estaing, alors président de la République.

Avec le recul des 35 ans écoulés depuis lors, ce texte apparaît prémonitoire à de nombreux égards.

Après avoir commencé par souligner qu'« il est des heures graves dans l'histoire d'un peuple où sa sauvegarde tient toute dans sa capacité de discerner les menaces qu'on lui cache », ce document soulignait que « tout nous conduit à penser que, derrière le masque des mots et le jargon des technocrates, on prépare l'inféodation de la France, on consent à l'idée de son abaissement. »

Puis il développait cette analyse :

« le président de la République [Nota : Valéry Giscard d'Estaing] reconnaissait, à juste raison, dans une conférence de presse récente, qu'**une Europe fédérale ne manquerait pas d'être dominée par les intérêts américains.** C'est dire que les votes de majorité, au sein des institutions européennes, en paralysant la volonté de la France, ne serviront ni les intérêts français, bien entendu, ni les intérêts européens. **En d'autres termes, les votes des 81 représentants français pèseront bien peu à l'encontre des 329 représentants de pays eux-mêmes excessivement sensibles aux influences d'outre-Atlantique.**

[...]

Il est de fait que cette Communauté – en dehors d'une politique agricole commune, d'ailleurs menacée – tend à n'être, aujourd'hui, guère plus qu'une zone de libre-échange favorable peut-être aux intérêts étrangers les plus puissants, mais qui **voue au démantèlement des pans entiers de notre industrie laissée sans protection contre des concurrences inégales, sauvages ou qui se gardent de nous accorder la réciprocité. On ne saurait demander aux Français de souscrire ainsi à leur asservissement économique, au marasme et au chômage.**

[...]

La politique européenne du gouvernement ne peut, en aucun cas, dispenser la France d'une politique étrangère qui lui soit propre. **L'Europe ne peut servir à camoufler l'effacement d'une France qui n'aurait plus, sur le plan mondial, ni autorité, ni idée, ni message, ni visage.** Nous récusons une politique étrangère qui cesse de répondre à la vocation d'une grande puissance, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et investie de ce fait de responsabilités particulières dans l'ordre international.

[...]

Puisqu'il s'agit de la France, de son indépendance et de l'avenir, puis qu'il s'agit de l'Europe, de sa cohésion et de sa volonté, nous ne transigerons pas. **Nous lutterons de toutes nos forces pour qu'après tant de sacrifices, tant d'épreuves et tant d'exemples, notre génération ne signe pas, dans l'ignorance, le déclin de la patrie.**

[...]

Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante. Français, ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort.

Mais comme toujours quand il s'agit de l'honneur de la France, partout des hommes vont se lever pour combattre les partisans du renoncement et les auxiliaires de la décadence. »

## PARTIE 2 : QUELLE ÉTAIT L'ANALYSE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS SUR « L'EUROPE » DANS LES ANNÉES 1947-1980 ?



Dans la première partie publiée ci-dessus, j'ai récapitulé ce que fut l'analyse du PCF sur la « construction européenne » au cours des années 1947-1980, en donnant pour cela de larges extraits d'un ouvrage rédigé par la direction du PCF sur l'Europe fin 1978 et paru début 1979 : Europe, la France en jeu, Ouvrage collectif de D. Debatisse, S. Dreyfus, G. Laprat et G. Streif, paru aux Éditions Sociales.

Dans la seconde partie publiée ci-dessous, je fais part des commentaires et des enseignements que cette analyse me suggère, et comment elle prouve que la position sur l'Europe du PCF de 2013 n'a plus rien à voir avec ce que fut celle du PCF de 1947 à 1980.

### IV – COMMENTAIRES ET ENSEIGNEMENTS

Quels enseignements peut-on tirer, de nos jours, des deux longs extraits (introduction et conclusion) du livre collectif publié par le PCF en décembre 1978 et consacré entièrement à la construction européenne ?

Si l'on se veut précis et objectif (chose ardue sur un sujet aussi passionné que l'histoire du communisme en France), ces enseignements sont à mon avis au moins au nombre de 6.

**1er enseignement - Au cours des années 1947-1980, le PCF inscrivait fidèlement ses analyses dans une ferme continuité idéologique, en se référant expressément à des déclarations de ses dirigeants datant de plus de 30 ans.**

Personne ne peut le contester puisqu'il suffit de lire les extraits qui précèdent pour s'en convaincre : dans la perspective de la campagne électorale pour les élections européennes de 1979, le PCF rappelait, citations à l'appui, ce que Maurice Thorez ou Jacques Duclos disaient de l'Europe à la fin des années 40 et au début des années 50.

Le contraste avec la situation actuelle est frappant : ce qui reste aujourd'hui du prétendu « Parti communiste français » n'évoque jamais ce que tous les anciens dirigeants communistes ont pu dire de la construction européenne au cours de la seconde moitié du XXe siècle.

Devenu européiste, le PCF actuel est aussi devenu un parti amnésique, faisant à peu près table rase de son propre passé et de ses propres analyses. Comme s'il en avait honte.

**2ème enseignement - Le PCF, ayant pour principe essentiel d'éduquer le peuple, expliquait avec précision aux Français le dessous géopolitique des cartes.**

Dans les années 50, le PCF, qui drainait à lui un certain nombre de scientifiques, d'hommes de lettres, d'artistes et d'intellectuels (Frédéric Joliot-Curie - Prix Nobel de chimie et découvreur du principe de la bombe atomique -, Louis Aragon, Pablo Picasso, Roger Garaudy, Lucien Sève, etc.), affirmait être le « Parti de l'intelligence ». C'était assez prétentieux, mais cela correspondait pour partie à une certaine réalité que reflètent bien les extraits du livre Europe, la France en jeu cités ici.

En effet, fidèle à ses origines intellectuelles – la pensée marxiste se voulant d'abord un décryptage radicalement nouveau de l'Histoire, fondé sur la « lutte des classes » comme moteur des évolutions politiques, économiques et sociales – le Parti communiste français avait à cœur d'éduquer le peuple à cette clé de compréhension du monde et à l'action qui devait en découler.

À l'instar de tous les « partis frères », il avait ainsi créé une « Section Centrale d'Éducation du Parti communiste français » qui œuvrait à la mise sur pied d'un appareil militant bien formé à l'analyse marxiste-léniniste. Dès la

Libération, ce service publia notamment des fascicules mensuels de « l'École élémentaire du Parti communiste français » sous forme de « leçons » destinées à ses adhérents et sympathisants.



Deux exemplaires des fascicules mensuels de « l'École élémentaire du Parti communiste français ». La « Troisième leçon », publiée en octobre 1944, expliqua « La démocratie française et son avenir ». La « Quatrième leçon », publiée en novembre 1944, fut consacrée à « La Nation française ».



**Le Plan Marshall contre les Paysans** : tiré à part de janvier 1950 de "La Terre", journal hebdomadaire du Parti communiste français destiné au monde rural.

Ce document reprenait in extenso les deux discours de Waldeck Rochet, membre du Bureau Politique, prononcés à l'Assemblée nationale les 29 novembre et 21 décembre 1949 pour dénoncer les conséquences du Plan Marshall.

Le PCF ne se contentait pas de s'opposer frontalement aux médias dominants, il tenait à expliquer aux agriculteurs français des années 50 les motivations géopolitiques et économiques de la politique américaine.

Que l'on ait été favorable ou hostile aux analyses communistes, la vérité oblige ainsi à dire que le PCF effectua, pendant de nombreuses années, un travail d'éducation populaire d'une abnégation et d'un idéalisme dignes de bien des éloges. Le PCF croyait dans la Politique - avec un grand P - et se situait ainsi aux antipodes exacts du cynisme de la "politique spectacle" contemporaine.

À peu près toutes les critiques ont pu être faites depuis lors sur le « système clos » que constitue la pensée marxiste-léniniste comme philosophie, sur le caractère rudimentaire de ses analyses économiques, et sur les résultats concrets de sa mise en œuvre dans l'ordre politique et social.

Tout ou presque a également été dit sur le Parti communiste français de cette époque, et plus encore sur son refus de faire preuve, à l'égard des régimes communistes de l'URSS et des pays de l'est européen, de la même acuité dans l'analyse critique que celle qu'il réservait aux pays du camp capitaliste. (On se rappelle par exemple qu'au printemps 1956, Maurice Thorez refusa de diffuser en France le « rapport secret » de Khrouchtchev dénonçant les crimes de Staline, mais qu'il soutint le même Khrouchtchev en novembre de la même année lors de la sanglante répression de l'insurrection hongroise par les troupes soviétiques).

Il n'en demeure pas moins que, pendant toute la période étudiée, le PCF mena une puissante œuvre d'éducation populaire. À destination du grand public, il développa des analyses précises et dénuées de tout angélisme, notamment en matière de géopolitique mondiale, en rupture frontale avec la pensée atlantiste. Seules les explications géopolitiques lumineuses que Charles de Gaulle développait dans ses écrits et ses conférences publiques peuvent, à cet égard, leur être comparées.

Notons d'ailleurs que la conclusion du livre que nous venons de voir souligne expressément ce rôle explicatif, ce rôle éducatif, que s'enorgueillissait de jouer le PCF pour démasquer la propagande européiste : « L'Europe est perçue toujours mieux pour ce qu'elle est. L'ampleur de la crise et l'imminence de nouvelles menaces, **jointes aux larges explications des communistes**, y sont pour beaucoup. »

Le contraste avec la situation actuelle est donc, là aussi, particulièrement saisissant. Ce qui reste aujourd'hui du prétendu « Parti communiste français » ne se livre plus à aucun travail d'éducation populaire ni à aucune analyse critique de fond sur la géopolitique mondiale. Le PCF de 2013 admet comme un bien-fondé irréfutable le principe même de la construction d'une Europe supranationale, point.

Du coup, le PCF actuel est devenu un parti d'opposition superficielle, totalement inoffensif pour les politiques conduites. Il fait semblant de les contester, mais il n'en décortique jamais précisément les origines. Il n'analyse jamais la divergence irréductible des 28 intérêts nationaux qui expliquent les blocages continuels de l'UE et sa soumission fatale aux États-Unis, seuls capables de fédérer la majorité. Il n'en précise jamais les liens avec les traités européens qu'il refuse de dénoncer par ailleurs.

**3ème enseignement - Le PCF dénonçait explicitement « l'Europe » et l'OTAN comme une opération de « colonisation » américaine, menée avec la complicité de l'Allemagne, face à laquelle il était hors de question de « capituler ».**

Comme le révèlent à la fois les déclarations des dirigeants communistes des années 1947-1980, les extraits du livre cité ci-dessus, et les affiches de l'époque, le PCF n'y allait pas par quatre chemins. Il dénonçait explicitement « l'Europe » et l'OTAN comme étant les deux volets d'une grandiose opération géopolitique américaine, menée avec la complicité de l'Allemagne, visant à faire de la France « un territoire colonisé ».

Le PCF dénonçait en conséquence les partisans français de cette opération double comme étant des « européistes », « partisans de la capitulation » et adeptes de « l'idéologie du renoncement national ».

Là encore, seul Charles de Gaulle tenait un discours comparable. Avec cette différence - qui est considérable - que l'Homme du 18 juin dénonçait AUSSI les visées hégémoniques de l'URSS, alors que le PCF gardait malheureusement sur celles-ci un silence complice.



**À part le Parti communiste français, seul Charles de Gaulle parlait de la politique américaine comme d'une opération de « colonisation » :**

« Nous avons procédé à la première **décolonisation jusqu'à l'an dernier. Nous allons passer maintenant à la seconde. Après avoir donné l'indépendance à nos colonies, nous allons prendre la nôtre.** L'Europe occidentale est devenue, sans même s'en apercevoir, un **protectorat des Américains**. Il s'agit maintenant de nous débarrasser de leur domination. Mais la difficulté, dans ce cas, c'est que les colonisés ne cherchent pas vraiment à s'émanciper. Depuis la fin de la guerre, les Américains nous ont assujettis sans douleur et sans guère de résistance. »

*Extrait de "C'était de Gaulle", Alain Peyrefitte, Fayard 1997, tome 2, pp. 15 -16*



**En 1978, Pierre Juillet** (en photo ci-contre) **rédigea le fameux « Appel de Cochin », qu'il parvint - avec l'aide de Marie-France Garaud - à faire signer à Jacques Chirac.**

C'est le dernier texte d'importance émanant de la mouvance gaulliste à s'inscrire encore dans la ligne de la pensée géopolitique gaullienne.

Il y parlait en effet « d'asservissement de la France » par les Américains et de « France vassale », notamment dans ce passage : « C'est pourquoi nous disons NON. NON à la politique de la supranationalité. NON à l'**asservissement** économique. NON à l'effacement international de la France. [...] Nous disons non à une **France vassale** dans un empire de marchands, non à une France qui démissionne aujourd'hui pour s'effacer demain. »



Trois ans après la publication de ce texte - qui scandalisa la presse euro-atlantiste -, Jacques Chirac (ici en photo avec Marie-France Garaud) se séparait de ces deux conseillers et se pliait au dogme de l'eupéisme. Il se résignait ainsi à trahir le véritable gaullisme et à contribuer au bradage de notre indépendance nationale, dans le but misérable de devenir président d'une République asservie.

Le contraste du PCF des années 50 avec le PCF de 2013 est donc, là encore, particulièrement saisissant. Ce qui reste du « Parti communiste français » de nos jours passe complètement sous silence à la fois le rôle essentiel des États-Unis d'Amérique dans la prétendue « construction européenne », la complémentarité politique, juridique et technique entre l'OTAN et l'UE, et les objectifs finaux poursuivis par Washington et l'oligarchie euro-atlantiste qui supervisent le tout.

Plus ou moins phagocyté par le Front de Gauche, le PCF de notre époque :

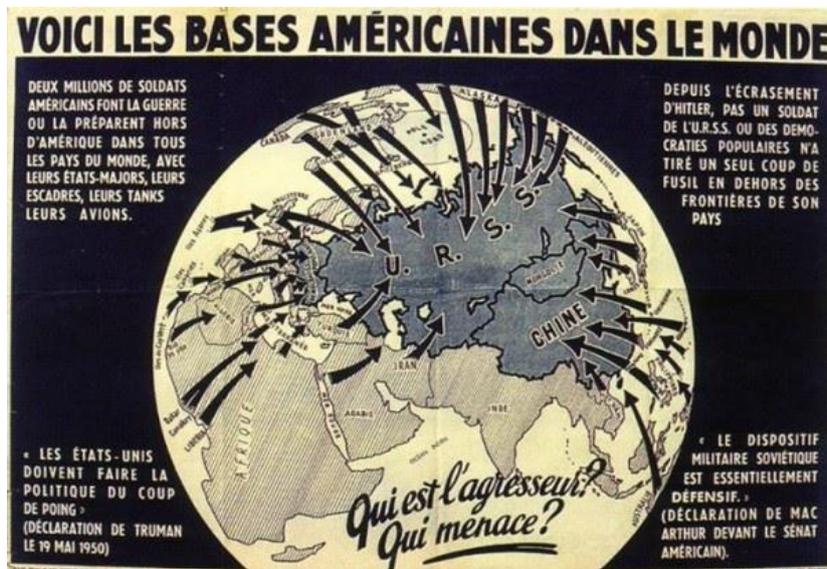
- ressasse des griefs contre les dirigeants nationaux, « contre l'austérité », « contre le libéralisme », « contre le MEDEF », etc., mais jamais... contre l'Europe !
- ne remet jamais en cause le principe même d'une Europe supranationale ;
- se refuse à expliquer que cette « construction européenne » n'existe que par la volonté de Washington ;
- semble ne pas voir qu'elle ressemble à s'y méprendre à un apartheid planétaire et racialisé, qui postule par exemple, contre toute réalité, que la France serait plus proche et aurait plus d'intérêts communs avec l'Estonie ou Chypre plutôt qu'avec la Tunisie ou l'Algérie ;
- invoque de façon incantatoire l'avènement d'une « autre Europe » - mais sans jamais en expliquer l'impossibilité concrète ;
- et, faute de mieux, lance des slogans abstraits, apolitiques et incongrus, élaborés par des spécialistes du marketing politique : « L'humain d'abord », « Je suis communiste et ça fait du bien »....

**Comparaison des affiches éditées et diffusées par le Parti communiste français en 1949-1950 et en 2012-2013.**



**Ci-dessus à gauche : Affiche du PCF de 1949 : « LIBÉRONS LA FRANCE DU PACTE ATLANTIQUE ! »** Sur cette affiche, les États-Unis sont explicitement dénoncés par le PCF comme des auteurs de guerre. Les communistes français dénoncent leur influence comme étant une occupation dont il faut « libérer la France ». Il est un fait que lors de la création de l'OTAN - le 4 avril 1949 - le Pacte de Varsovie n'existait pas. L'histoire, telle qu'elle est diffusée au grand public en Occident, présente presque toujours l'OTAN comme une « réponse » à la menace soviétique. Ce qui inverse la chaîne des causalités car ce fut le contraire qui se passa : l'alliance militaire du Pacte de Varsovie entre l'URSS et les États du bloc communiste ne fut conclue que 6 ans après, le 14 mai 1955. Nikita Khrouchtchev, qui en fut l'artisan, l'avait justement conçue comme une « réponse » à l'OTAN.

**Ci-dessus à droite : Affiche du PCF de 1949 : « LES AMÉRICAINS EN AMÉRIQUE ! »** Sur cette affiche, les États-Unis sont présentés comme une pieuvre tentaculaire faisant main basse sur l'Europe. Le Parti communiste français parle explicitement de « colonisation » en utilisant le slogan : « NON ! LA FRANCE NE SERA PAS UN PAYS COLONISÉ ! ».



Ci-dessus : Affiche du PCF de 1950 : « VOICI LES BASES AMÉRICAINES DANS LE MONDE ». Cette affiche du Parti communiste français prouve à quel point ce parti n'hésitait pas, dans les années 50, à présenter les enjeux géopolitiques aux électeurs, qu'il jugeait suffisamment intelligents et adultes pour les comprendre.

Ci-dessous : Affiches du PCF de 2013 : « L'humain d'abord », « Je suis communiste et ça fait du bien ! », « La force du partage »...



« L'humain d'abord », « Je suis communiste et ça fait du bien ! », « La force du partage »...

Ces slogans de bisounours sont fondamentalement apolitiques, délibérément vagues, et passablement incongrus. Ils semblent sortis tout droit d'une publicité pour des cours de développement personnel, voire même - pour le slogan « La force du partage » - un copié-collé d'une encyclique pontificale...

Se refusant à expliquer aux électeurs les véritables soubassements géopolitiques de la situation actuelle, le rôle crucial des États-Unis dans la prétendue « construction européenne », la complémentarité systémique entre l'UE et l'OTAN, et le système autobloquant des traités européens qui interdit tout changement d'orientation de l'Europe, le PCF de 2013 en est réduit à ces opérations de pur marketing politique, qui jouent de façon peu reluisante sur l'affectif, l'irréflexion, le narcissisme, et l'ambiguïté savante de formules attrape-tout.

Ces gesticulations concoctées par des agences de com' sont l'antithèse exacte de ce qui fit l'exigence intellectuelle et la grandeur du PCF de jadis. Elles auraient fait horreur à tous les dirigeants communistes français des années 1947-

1980, de même qu'à l'écrasante majorité des militants communistes qui auraient pensé que la direction centrale les prenait pour des imbéciles.



Ces deux affiches sont typiques du PCF actuel et de son mentor, le Front de Gauche. Sous couvert de revendications apparemment véhémentes, elles camouflent savamment l'origine européenne du désastre économique et social en cours.

-L'affiche de gauche dénonce ainsi « la loi du MEDEF », en faisant comme si le gouvernement et la majorité socialistes n'obéissaient indûment qu'au patronat français. Elle ne dit pas un mot sur l'Europe. Pourtant, la « flexibilisation de l'emploi » et « l'amélioration de la compétitivité des entreprises » font partie des « réformes indispensables » continuellement imposées au gouvernement français par la Commission européenne depuis au moins 10 ans, dans le cadre des « Grandes Orientations de Politique Économique » (GOPÉ) résultant de l'article 121 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE). À l'évidence, le PCF et le Front de Gauche n'ont aucune envie d'expliquer à leurs adhérents et sympathisants ce qu'est l'article 121 du TFUE et quelles en sont ses conséquences juridiques concrètes.

-L'affiche de droite affirme crânement que « l'alternative à l'austérité, c'est possible ». Détail cocasse, ce dessin qui assimile l'austérité à une impasse indique comme seule voie de sortie .... un virage à droite ! C'est un choix graphique et symbolique pour le moins inattendu de la part de deux formations politiques qui n'ont que le mot « gauche » à la bouche et dont l'essentiel de la rhétorique consiste à fustiger la « droite ». Serait-ce un lapsus révélateur ? Passons.... Ce qui est plus grave, c'est que, comme dans le cas précédent, cette affiche fait silence sur les origines de cette austérité et la présente en quelque sorte comme une lubie malencontreuse de François Hollande qu'il suffirait de dénoncer. Là encore, le PCF et le Front de Gauche n'ont, à l'évidence, aucune envie d'expliquer à leurs adhérents et sympathisants que cette fameuse austérité est rendue obligatoire par notre appartenance à l'euro et par les exigences qui en découlent. Notamment les injonctions impératives de la Commission européenne, de la BCE, du FMI, ainsi que celles des gouvernements allemand, néerlandais, finlandais, autrichien et luxembourgeois. En réalité, la seule alternative à l'austérité, c'est la sortie de l'euro et de l'UE, choix stratégiques que le PCF et le Front de Gauche rejettent précisément avec véhémence...



Cette série d'affiches du PCF et du Front de Gauche de 2013 présentent exactement les mêmes caractéristiques que les précédentes : elles font comme si la question européenne n'existait pas et n'était pas le préalable à tout. Elles affirment assez naïvement que « La finance c'est le problème », « L'austérité c'est le problème », « La solidarité c'est la solution », « Les salaires c'est la solution ». Mais elles "oublient" de préciser tout ce que j'ai rappelé ci-dessus : l'article 121 du TFUE, les engagements juridiques pris par la France dans le cadre européen, les exigences de la troïka et de plusieurs États membres de l'UE pour maintenir la zone euro, etc. En réalité, le seul bon jeu d'affiches serait celui qui dirait « L'euro n'est pas la solution, c'est le problème » et « Sortir de l'UE n'est pas le problème, c'est la solution. » Mais ces affiches-là ne seront jamais publiées par le PCF-FDG, puisque M. Mélenchon déclare être un « fédéraliste européen » et traite de « maréchalistes » ceux qui veulent sortir de l'euro.

4ème enseignement - Le PCF, défiant vis-à-vis des socialistes, appelait au rassemblement « de tous les patriotes » - en citant nommément le RPR – pour combattre « l'idéologie du renoncement national », et cela « pour que vive la France ! »

Il suffit de relire la conclusion de l'ouvrage collectif des responsables communistes de 1979 citée précédemment (cf. partie I de ce dossier) : « Le comportement récent du RPR, n'hésitant pas, comme le fit Jacques Chirac début

décembre, à fustiger le « parti de l'étranger » à l'œuvre à la direction des affaires publiques » [...] « tend à rappeler qu'à d'autres moments de notre histoire, **chaque fois qu'il s'est agi de s'opposer aux partisans de la capitulation et à l'idéologie du renoncement national, des patriotes d'opinions les plus diverses surent faire converger leurs forces pour que vive la France.** »

Cet appel du pied fait publiquement au début 1979 par le PCF en faveur d'une alliance de circonstance entre les gaullistes et les communistes « pour que vive la France » n'en faisait que mieux ressortir l'extrême défiance qu'il éprouvait vis-à-vis des socialistes : le même ouvrage les dénonçait – on l'a vu en introduction – comme étant partisans de la CED et inféodés à Washington.

Au passage, il est intéressant de noter que « l'Appel de Cochin », rédigé exactement au même moment par Pierre Juillet pour le compte de Jacques Chirac, développait la même idée, quoi que de façon plus allusive et discrète : « Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le parti de l'étranger est à l'œuvre avec sa voix paisible et rassurante. Français, ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la paix de la mort. Mais **comme toujours quand il s'agit de l'honneur de la France, partout des hommes vont se lever pour combattre les partisans du renoncement et les auxiliaires de la décadence.** »

Comment ne pas souligner, là encore, le contraste stupéfiant entre le PCF de 1979 - qui se défiait des socialistes et qui tendait la main au RPR - et le PCF de 2013 ? Désormais domestiqué par le « Front de Gauche » dirigé par le socialiste Jean-Luc Mélenchon, le PCF de 2013 accepte de se placer sous les ordres d'un responsable et dans une structure qui se proclament « fédéralistes européens » et qui promeuvent avant toute chose le clivage droite-gauche. Au point de se désister sans aucune contrepartie pour le candidat ultra-européiste et ultra-atlantiste François Hollande à l'élection présidentielle de 2012.

Le PCF de 2013 se situe ainsi à la fois :

- à l'exact opposé du PCF de 1969, lorsque Jacques Duclos refusait de se désister entre Pompidou et Poher, entre « bonnet blanc et blanc bonnet » ;

- et à l'exact opposé du PCF de 1979, qui voulait faire cause commune avec les gaullistes pour faire échec à l'œuvre de « renoncement national » qui se présente sous l'appellation dolosive de « construction européenne ».

**5ème enseignement - Les communistes français étaient, avec les gaullistes, les défenseurs vigilants de la souveraineté populaire et de l'indépendance nationale.**

Dresser le constat que le PCF des années 1947-1980 était le défenseur vigilant de la souveraineté et de l'indépendance nationales soulève régulièrement de vives critiques chez certains Français de droite, du centre ou même de gauche non communiste. Ils se récrient en faisant valoir, non sans raison, que le Parti communiste était alors complètement assujéti à l'URSS et qu'il n'était qu'un rouage du mouvement communiste international.

Pour comprendre ce paradoxe, il n'est donc pas inutile de rappeler le contexte historique.

Au sortir de la Deuxième Guerre Mondiale, le Parti communiste français était devenu l'une des toutes premières forces politiques en France. Cette ascension avait résulté du rôle éminent joué par les communistes dans la Résistance intérieure (le PCF aima se faire appeler le « Parti des fusillés ») et au prestige mondial qu'avait acquis l'URSS de Staline pour avoir triomphé de l'armée allemande à la bataille de Stalingrad, puis pour avoir très largement contribué à terrasser le nazisme.

Aux élections législatives de 1945, le PCF avait ainsi réalisé une percée historique, en obtenant 26,2 % des suffrages et 159 députés. Le bond était spectaculaire puisque, aux dernières élections précédentes - qui remontaient avant la guerre, au 10 janvier 1936, et qui avaient vu la victoire du Front Populaire, - le PCF n'avait obtenu « que » 15 % des voix et remporté « que » 72 sièges. En augmentant son pourcentage de voix de 75% et en doublant le nombre de ses députés, le PCF de 1945 était ainsi devenu à la fois le premier parti de France et le premier parti de la gauche, au détriment des socialistes de la SFIO (25 %) et du Parti radical (13,6 %).

Aux élections législatives d'octobre 1946, il avait encore fait mieux, en remportant 28,2 % des suffrages et 182 sièges, débordant très largement ses bastions ouvriers et s'imposant dans pratiquement tous les départements. Aux élections municipales de 1947, il avait encore une fois progressé, en atteignant son record national historique - plus jamais atteint depuis lors - de 29,9 % des voix, deuxième cependant derrière les gaullistes du RPF, créé entretemps, qui avaient obtenu 38 % des voix.

Dans les années d'après-guerre, le Parti communiste français représentait donc près de 30% de l'électorat. Gaullistes et communistes représentaient les 2/3 de l'électorat.

Cela n'empêchait pas qu'une partie - très majoritaire - des Français considérait les communistes comme des agents d'asservissement à la solde de l'étranger, le PCF étant de notoriété publique complètement inféodé à Moscou. Ainsi,

suite à la création du Rassemblement du peuple français (RPF), de Gaulle avait-il fustigé les communistes en lançant, lors d'un discours à Rennes, le 26 juillet 1947 : « Sur notre sol, au milieu de nous, des hommes ont fait vœu d'obéissance aux ordres d'une entreprise étrangère de domination, dirigée par les maîtres d'une grande puissance slave ». Les socialistes n'étaient pas en reste puisque Guy Mollet, secrétaire général de la SFIO, avait eu cette phrase fameuse à la même époque : « Le PC n'est pas à gauche, il est à l'Est ».

De fait, si le PCF était parvenu au pouvoir suprême en France, - et si l'on fait abstraction du partage des zones d'influence qui avait été décidé aux conférences de Téhéran et Yalta entre Roosevelt et Staline et qui plaçait la France dans le camp américain -, il y a de solides raisons de penser que les dirigeants communistes français auraient fait de notre pays un « satellite » de l'URSS, comme tel fut le destin de quasiment tous les pays de l'est.

L'hypothèse selon laquelle une France dirigée par le PCF aurait suivi une voie indépendante, « à la yougoslave », au motif que la France aurait été libérée de l'Allemagne hitlérienne sans l'aide de l'Armée rouge, restera à jamais du domaine des conjectures.

Quoi qu'il en soit, les dirigeants communistes français de cette époque vouaient un véritable culte à l'URSS et à son dirigeant suprême, le Maréchal Staline. En outre, ils dépendaient de façon substantielle de l'aide financière et matérielle fournie par le Kremlin. Il est en effet désormais historiquement avéré que le PCF a reçu, pendant de nombreuses années, des aides financières discrètes venues de l'URSS, et dont Gaston Plissonnier était le correspondant occulte.



**Gaston Plissonnier** (1913-1995). Bien que pratiquement inconnu du grand public, il fut l'une des principales éminences grises du PCF et la courroie de transmission avec les dirigeants du Kremlin. Entré au Parti communiste français à 22 ans (en 1935), il avait gravi un par un tous les échelons du Parti : secrétaire fédéral du Loir-et-Cher (1948-1953), membre du Comité central (1950-1990), Secrétariat (1956-1990) et Bureau politique (1964-1990).

Chargé de surveiller l'appareil, et de promouvoir — ou de rétrograder — les cadres militants au sein de la hiérarchie communiste en fonction de leur sûreté idéologique et de leur discipline, il était l'élément-clé du fonctionnement du PCF et était chargé de convoier les valises d'argent en provenance de Moscou. Le 13 octobre 1983, par exemple, c'est lui qui aurait reçu une valise de 1 million de dollars, ainsi qu'en témoigne un compte-rendu à en-tête « très secret » du KGB : « Conformément à vos instructions du 23 septembre dernier, la rencontre a eu lieu à Berlin avec le camarade Plissonnier et son homme de confiance, lors de laquelle nous avons remis aux amis français la somme de 1 Millions de dollars qui leur a été assignée. » [ source : <http://www.observatoiredessubventions.com/2013/la-cgt-financee-par-l-urss/> ]

Seulement voilà : tout inféodé à Moscou qu'il fût, le Parti communiste français n'en était pas moins un parti d'opposition implanté dans un pays placé ouvertement sous domination américaine tout au long de la IV<sup>e</sup> République. Le fait qu'il alignait ses positions, notamment internationales, sur celles de l'Union soviétique et qu'il était financé par celle-ci ne rendait pas pour autant stupides ni invalides ses analyses géopolitiques, tant s'en faut !

Du reste, il ne faut pas oublier que, si le PCF était financé par Moscou, un certain nombre de grands médias, de responsables d'autres partis politiques et de relais d'influence étaient, quant à eux, puissamment soutenus financièrement et médiatiquement par Washington.

Il ne faut pas oublier non plus que De Gaulle lui-même n'avait pu créer la France Libre en juin 1940 qu'en obtenant une aide financière conséquente de la part du gouvernement de Londres, ce qu'il expliqua d'ailleurs sans faux-fuyant dans ses *Mémoires de guerre*. Il est d'ailleurs savoureux de noter que les responsables communistes français de 1940, tout comme les partisans de Vichy, reprochaient pour cette raison au fondateur de la France Libre d'être « un agent de la City ». On a vu la suite...

En bref, l'histoire a prouvé que le fait que des opposants soient soutenus financièrement et matériellement par un État étranger n'est pas nécessairement incompatible avec le fait qu'ils se révèlent intransigeants dans la défense de notre souveraineté et de notre indépendance nationales, si les dirigeants français sont eux-mêmes, au même moment, dans la main d'une puissance étrangère qui leur dicte une politique contraire aux intérêts profonds de notre nation.

Si l'on veut donc être objectif (et j'espère que mon lecteur reconnaîtra que j'essaie de l'être), force est de constater que le PCF :

- en combattant inlassablement la mainmise américaine sur le continent européen en général et sur la France en particulier,
- en expliquant continuellement aux électeurs quels étaient les tenants et aboutissants de l'OTAN et de la prétendue « construction européenne »,
- en joignant le vote de ses députés à ceux des députés gaullistes pour faire échouer le projet de Communauté européenne de défense le 30 août 1954,
- et en appelant à un rassemblement des patriotes pour combattre « l'idéologie du renoncement national » qui se cache derrière la « construction européenne »,

a donc bien été le principal défenseur, avec le mouvement gaulliste, de la souveraineté populaire et de l'indépendance nationale.



**Affiche du PCF dans les années 60.** La défense du « peuple », de la « nation » et de « l'intérêt national » s'étaient en toutes lettres sur les affiches du PCF. Qui pourrait nier qu'il s'agissait là d'un mouvement réellement patriote ?

**6ème enseignement - Soumis comme le RPR à une intense pression médiatique, le PCF opérant déjà, au cours des années 70, des concessions sémantiques sur « l'Autre Europe ».**

Enfin, - c'est le dernier et le plus triste des enseignements -, force est de constater, à la lecture des extraits du livre cité, que le PCF de 1979 consentait déjà des glissements sémantiques en laissant entendre qu'il était favorable à une « Autre Europe ».

Cela transparait dans d'autres parties de l'ouvrage que celles que j'ai citées, mais aussi dans la conclusion que j'ai rapportée, et notamment dans son épilogue : « [Les communistes], dans le même temps, **refusant l'étiquette d'antieuropéens dont d'aucuns les affublent volontiers**, rappelleront que, pour eux, l'Europe, la seule Europe qui vaille se fera dans la coopération volontaire de nations souveraines. »

Il s'agissait évidemment d'une concession sémantique, et pour tout dire d'un simple jeu sur les mots. Car si « la seule Europe qui vaille » est celle de « la coopération volontaire de nations souveraines », que signifie alors « l'Europe » si ce n'est la situation existant déjà avant le traité de Rome !?!

La « coopération volontaire de nations souveraines » constitue la règle générale des relations internationales, celle qui prévaut toujours actuellement entre tous les pays du monde hors UE, et même entre les pays de l'UE et les autres pays du monde. Elle est codifiée par le droit international public, l'ONU et toutes ses agences, sans parler des dizaines de milliers de traités internationaux qui fixent les obligations réciproques dont conviennent librement les nations entre elles. Pourquoi faudrait-il qualifier cela « d'Europe » dans le cas spécifique où cette coopération volontaire se ferait entre nations d'Europe ?

Mais, justement, il est important de bien comprendre pourquoi le PCF de 1979 se sentait déjà contraint de jouer sur les mots.

Il faut se rappeler que, dans le contexte de l'époque, toute contestation du principe même de la « construction européenne » faisait, comme de nos jours, l'objet d'une formidable campagne d'intimidation. Comme de nos jours, ne pas se déclarer favorable à ce principe, c'était être aussitôt présenté médiatiquement, de façon mi-goguenarde mi-scandalisée, comme une espèce de dinosaure n'ayant rien compris à la marche du monde, comme un irresponsable va-t-en guerre n'ayant rien retenu de l'expérience des guerres mondiales, ou comme un dangereux xénophobe voulant s'enfermer dans une tour d'ivoire.

C'était aussi courir le risque d'être brocardé comme un illuminé s'exagérant de façon comique l'impact politique, économique et social de « la belle idée européenne ». Car, à la différence de nos jours, la « construction européenne » apparaissait encore, à la fin des années 70, comme un sujet tout-à-fait anodin et subalterne à l'écrasante majorité des électeurs. Elle était présentée aux populations comme un projet hautement désirable mais lointain, n'ayant que des avantages et aucun inconvénient, et qui ne remettrait pas le moins du monde en cause la souveraineté nationale et la démocratie des Français.

De fait, en 1979, nous en étions encore à « l'Europe des 9 », avec une CEE dont les pouvoirs étaient encore balbutiants, bien loin de ce qu'ils allaient devenir avec l'Acte Unique de 1986, puis le traité de Maastricht de 1992, et la suite.

Dans un tel contexte, **il était évidemment tentant, d'un simple point de vue électoraliste, de se déclarer non pas contre l'Europe en général, mais « contre cette Europe-là »**. *A fortiori* s'il s'agissait de se présenter aux premières élections au suffrage universel au parlement européen, comme tel était le cas en 1979.

Puisqu'il n'y avait encore que 9 États dans la CEE, que les traités de l'Acte Unique, de Maastricht, d'Amsterdam, de Nice et de Lisbonne étaient encore bien loin d'exister, et que la France jouait encore un rôle prépondérant dans cet attelage, il paraissait parfaitement plausible à l'opinion publique d'envisager une construction européenne qui pourrait être différente de ce qu'elle est. Cela lui paraissait également sans très grand intérêt puisque, à part le monde agricole, l'écrasante majorité des Français ne voyait pas très bien à quoi servait l'Europe.

En laissant miroiter une Europe différente, on pouvait donc se permettre tout à la fois de dénoncer « *L'Europe pour ce qu'elle est* » - comme l'écrit en conclusion le livre du PCF cité dans ce dossier – tout en échappant à la diabolisation politique et médiatique frappant ceux qui osaient réfuter le principe même d'une construction politique fédérant le continent européen.

D'ailleurs, ce tour de passe-passe de « l'Autre Europe » n'avait-il pas été celui auquel avait eu recours Charles de Gaulle lui-même, lorsqu'il avait constaté, après la démission des membres MRP de son gouvernement le 15 mai 1962, qu'il ne disposait pas d'une majorité à l'Assemblée nationale pour faire sortir la France de la CEE ? (Je renvoie ici à ma conférence sur « [Qui gouverne la France et l'Europe ?](#) » - 2ème partie, en particulier à partir de 10'15")

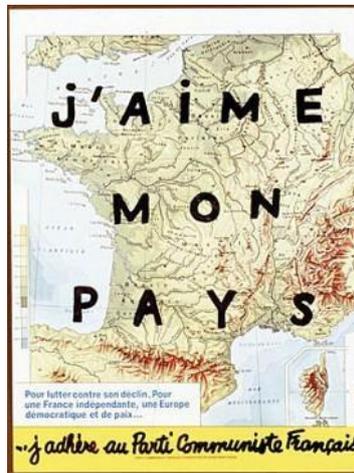
On notera d'ailleurs qu'à la même époque - exactement - que le livre du PCF, l'Appel de Cochin signé de Jacques Chirac procédait lui aussi à une concession sémantique identique : « **Favorables à l'organisation européenne, oui, nous le sommes pleinement. Nous voulons, autant que d'autres, que se fasse l'Europe. Mais une Europe européenne, où la France conduise son destin de grande nation.** »

Toutes ces contorsions sémantiques - des communistes comme des gaullistes - étaient peut-être habiles d'un point de vue conjoncturel, car elles se donnaient le rôle confortable d'être à la fois « *pour le principe de la construction européenne et contre la manière dont on constate qu'elle se déroule* ». (pour reprendre la formulation utilisée dans la [Charte fondatrice de l'UPR](#))

Mais, **comme la suite l'a révélé, cette façon d'être contre l'Europe tout en se proclamant pour, a produit des effets désastreux sur le moyen et long terme :**

**-D'une part**, elle a rendu de plus en plus bancales et illogiques les analyses du mouvement gaulliste et du PCF, au point d'en affaiblir toute opposition cohérente et sérieuse à la construction européenne.

**-D'autre part**, si même les gaullistes et les communistes convenaient ainsi, du bout des lèvres et pour des raisons de calcul politicien à court terme, qu'ils étaient pour une Autre Europe, l'opinion publique n'en retenait qu'une seule chose : la nécessité même de « construire l'Europe » devait en effet être bel et bien irréfutable, comme le lui serinaient d'ailleurs constamment tous les grands médias et dirigeants européens....



**Affiche du PCF en 1979 : « J'aime mon pays »** - Cette affiche du Parti communiste français, réalisée au moment des élections européennes de 1979, est plus parlante que de longs discours. Avec un recul de 34 ans, elle prouve à quel point l'actuel Parti dit "communiste", complètement soumis aux forces européistes qui s'acharnent à brocarder tout amour de la France, n'a plus rien à voir avec l'authentique PCF.

## **CONCLUSION : COMME LE MOUVEMENT GAULLISTE, LE PCF A ÉTÉ COMPLÈTEMENT DÉNATURÉ APRÈS AVOIR ÉTÉ PRIS EN MAINS PAR DES DIRIGEANTS EUROPÉISTES**

Les années 1980-1990 ont été marquées par la dénaturation complète des deux grands mouvements politiques français, gaulliste et communiste, qui faisaient échec à la mainmise américaine sur la France.

Sans entrer dans le détail de ce processus, qui n'est pas l'objet du présent dossier, je me contenterai de rappeler que le gaullisme a été liquidé par Jacques Chirac à partir de 1980, lorsqu'il se sépara de Pierre Juillet et de Marie-France Garaud pour adopter cyniquement le dogme européiste.

Cette volte-face politicarde de 1980 lui ouvrit les portes de l'Hôtel Matignon en 1986. Il devint le premier « Premier ministre de cohabitation » de François Mitterrand. Il accepta sans broncher que la France mette en œuvre l'Acte unique européen, préparé auparavant par le président de la Commission européenne Jacques Delors, et qui commençait à faire basculer la France dans l'aventure de l'Europe fédérale.

Quelques années après, Jacques Chirac alla plus loin encore dans le reniement, en appelant à voter oui au traité de Maastricht en 1992, dans le seul objectif de complaire à l'oligarchie euro-atlantiste afin d'obtenir l'onction médiatique nécessaire à son élection à la présidence de la République en 1995.

L'évolution du Parti communiste français, quoi que motivé par des événements très différents, l'a conduit à une dénaturation de son identité politique aussi complète que celle subie par le mouvement gaulliste.

Cette dénaturation du PCF n'a pas résulté, comme pour le RPR, de la volonté pathologique d'un homme de parvenir coûte que coûte à l'Élysée. Elle a en revanche été la conséquence des années 80-90, qui furent à la fois la période d'exercice du pouvoir par François Mitterrand en France - et de ses ministres communistes -, et le théâtre de la désintégration progressive, d'abord lente puis de plus en plus rapide, du camp socialiste et de l'Union soviétique à partir de 1986.

Le Parti communiste français avait commis les erreurs de lier exagérément son image à celle de l'URSS, de refuser d'analyser en profondeur le vrai bilan des pays de l'est, et de soutenir le gouvernement soviétique même sur des sujets indéfendables aux yeux de l'opinion (comme la répression des dissidents ou l'invasion de l'Afghanistan). Il fut donc frappé de plein fouet par cet effondrement géopolitique majeur.

Le départ de Georges Marchais et son remplacement par Robert Hue en 1993, à son tour remplacé par Marie George Buffet en 2001, puis par Pierre Laurent en 2010, sont des événements qui ont marqué la victoire de ce qu'il est convenu d'appeler les « refondateurs » (ou « eurocommunistes »...), par rapport à la ligne marxiste-léniniste des « orthodoxes » (tels que Maxime Gremetz ou André Gérin).

## Quel est le résultat de tout cela en 2013 ?

D'un côté la disparition du puissant mouvement gaulliste, de l'autre côté la disparition du puissant mouvement communiste. C'est-à-dire la disparition de deux forces qui attiraient les 2/3 des électeurs français au début des années 50.

## Que reste-t-il à la place ?

La situation créée n'est pas exactement identique à droite et à gauche.

**À droite**, le RPR a disparu purement et simplement pour fusionner avec l'UDF, dans le cadre de l'UMP. C'est-à-dire que, comble de la trahison, Jacques Chirac a décidé de confondre le mouvement héritier du gaullisme avec celui des adversaires les plus déterminés de tout ce que fut la politique gaullienne pendant les années 60, notamment vis-à-vis des États-Unis et de la construction européenne. En pratique, l'UMP a adopté les positions géopolitiques de l'UDF, c'est-à-dire la soumission de la France aux États-Unis d'Amérique, à l'OTAN et à l'Union européenne.

**À gauche**, le panorama est légèrement différent, en ce sens que le PCF n'a pas disparu. Il a renié ses analyses et ses principes et s'est placé sous la tutelle du Front de Gauche animé par Jean-Luc Mélenchon, un ancien socialiste qui proclame son attachement au « fédéralisme européen », mais qui prend des postures de tribun qui peuvent donner le change. Alors que l'UMP a appelé à voter Oui au référendum de 2005 sur le projet de « Constitution européenne », le Front de Gauche a appelé à voter Non... tout en refusant de sortir de l'UE.

**Cette asymétrie des positionnements entraîne cependant une convergence remarquable des actions pour saboter toute tentative de récupérer notre souveraineté et notre indépendance nationales.**

**À l'extrême-droite**, le sabotage se fait de façon négative, « en creux » pourrait-on dire, avec la médiatisation constante du Front National comme substitut sciemment révoltant au RPR disparu.

Alors que Jean-Marie Le Pen avait été le plus farouche adversaire de Charles-de-Gaulle et du gaullisme, et que ses liens avec les Américains sont depuis fort longtemps avérés, il s'est livré à un détournement d'héritage – sport dans lequel il est passé maître – en reprenant à son profit certains éléments du gaullisme laissés en jachère par Jacques Chirac et le RPR. Tout en veillant soigneusement à les salir aux yeux du plus grand nombre, en les assimilant à une rhétorique classique de l'extrême droite et à des « dérapages » savamment scandaleux (dont nous avons encore eu des exemples pendant l'été 2013).

**À la gauche de la gauche**, le sabotage se fait de façon positive, « en relief » pourrait-on dire, avec la médiatisation constante du Front de Gauche (et du PCF) comme mouvements « alter-européistes », revendiquant sciemment la construction d'une Europe fédérale et taxant de « maréchaliste » – c'est-à-dire de pétainiste – quiconque voudrait faire sortir la France de l'euro.

**La scène est ainsi bien ficelée. Les « dérapages » et la rhétorique d'extrême-droite de l'un permet à l'autre d'asseoir son fonds de commerce en assénant l'idée que sortir de l'euro serait être d'extrême-droite.**

**Pour le Système euro-atlantiste, le FN d'un côté et le FG-PCF de l'autre côté sont donc très précieux car ils permettent de bien maintenir la division des Français entre « droite » et « gauche ».** Ils permettent de s'assurer que les 55 % d'électeurs qui ont voté Non en 2005 (dont 25 % venaient de droite et 30 % venaient de gauche) ne puissent pas se retrouver dans un parti comme l'UPR, où ils pourraient former une majorité. Ce serait bien trop dangereux.

**Toute la question est de savoir jusqu'à quand les Français vont rester aveugles devant cette vicieuse répartition des rôles. Jusqu'à quand vont-ils accepter que la scène politique française soit bloquée par ces deux impasses qui s'auto-neutralisent et qui n'ont pu voir le jour que du fait de la disparition du RPR et du vrai PCF au début des années 80 ?**



**En conclusion, rappelons ce que pense le communiste Maxime Gremetz, préfacier du livre Europe, la France en jeu de 1979, de Jean-Luc Mélenchon, chef du Front de Gauche.** Invité de RMC le 10 avril 2012 pendant la campagne présidentielle, Maxime Gremetz, explique sans ambages aux auditeurs le hold-up politicien, co-organisé par Jean-Luc Mélenchon et Marie-George Buffet, aux termes duquel ce qui restait du PCF a été livré aux mains d'un « socialiste arrogant » qui a « été frotter et cirer les pompes à Jospin pour avoir un petit secrétariat d'État à la formation » et qui considère que « Vous les communistes, c'est de la merde vos amendements.... »

### **Retour sur ce morceau d'anthologie politique et radiophonique :**

**Maxime Gremetz** - Mélenchon ? Moi j'm'en moque de Mélenchon ! Journaliste de RMC – Ben non... **Maxime Gremetz** - Moi je sais ce qu'il est... **Journaliste de RMC** – C'est un communiste... *Maxime Gremetz* - Il est socialiste. OK ? **Journaliste de RMC** – Oui... il a changé.... **Maxime Gremetz** - Il est socialiste. Il le revendique. **Journaliste de RMC** – Il a pas changé ?

**Maxime Gremetz** - Il a pas changé ! Moi, je l'ai vu, excusez-moi, je l'ai vu quand il a été frotter et cirer les pompes à Jospin pour avoir un petit secrétariat d'État à la formation

**Journaliste de RMC** – Oui mais il changé depuis

**Maxime Gremetz** - Et à chaque fois, c'était le plus arrogant ! À chaque fois qu'on faisait des propositions : « Vous les communistes, c'est de la merde vos amendements.... » Il a changé pourquoi ? Et alors les nationalisations, les étatisations, ou plutôt les privatisations, qu'est-ce qu'il a dit ? Il est resté dans son fauteuil, assis, il a pas dit « Eh... eh... moi je suis à gauche... je m'en vais, je ferme ma gueule ou je m'en vais ! »

**Journaliste de RMC** – Donc Mélenchon, en fait, il veut profiter de vous ?

**Maxime Gremetz** - Ben... ben... C'est évident ! Et c'est de bonne guerre de sa part ! Moi je serais à sa place je ferais comme lui, hein, je lui reproche rien... C'est un malin politique, politicien...

Il n'a jamais eu au parti socialiste ce qu'il croit devoir avoir. Là il pense : « Je mets la mainmise sur Marie-George Buffet pour commencer, après sur le Parti communiste, je suis candidat, et avec Marie-George Buffet ils se sont mis d'accord pour dire...

**Journaliste de RMC** – Il fait une OPA en fait ?

**Maxime Gremetz** - ... on va être au ministère, on va négocier avec les socialistes...

**Journaliste de RMC** – Mais c'est lui qu'on entend dans les médias, c'est pas Marie-George Buffet, c'est lui qu'on entend dans les médias, Mélenchon !

**Maxime Gremetz** - Ben bien sûr puisque la direction du Parti communiste promeut Mélenchon !

**Journaliste de RMC** – Eh ben si ensuite il revient au gouvernement, on pourra avoir vos idées qui arrivent au gouvernement, il redevient un parti de gouvernement

**Maxime Gremetz** - Ah vous croyez ? Il gardera sa place comme il l'a fait la dernière fois et il fermera sa gueule, même si c'est une politique comme on l'a connue sous Jospin.

Août 2013

**François Asselineau**

**Site Internet** : <http://www.u-p-r.fr/>

**Facebook** : <http://www.facebook.com/upr.francoisasselineau>

**Twitter** : [https://twitter.com/#!/UPR\\_Asselineau](https://twitter.com/#!/UPR_Asselineau)

**Blog** : <http://www.francoisasselineau.fr>

**Tumblr** : <http://upr-asselineau.tumblr.com>